

46085

Distr.

LIMITEE

ECA/MULPOC/Lusaka/PTA/III/8
14 février 1979

Original: FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième réunion du groupe intergouvernemental
des négociations consacrées au Traité relatif
à l'établissement d'une zone d'échanges préférentiels
en Afrique de l'Est et en Afrique australe

Addis-Abéba

Ethiopie

27 février - 5 mars 1979

PROJET DE PROTOCOLE SUR LA NORMALISATION ET LE CONTROLE DE LA
QUALITE DES PRODUITS DANS LA ZONE D'ECHANGES PREFERENTIELS POUR
LES ETATS D'AFRIQUE DE L'EST ET D'AFRIQUE AUSTRALE

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

Rappelant les dispositions du paragraphe de l'Article du Traité relatif à l'établissement d'une zone d'échanges préférentiels en Afrique de l'Est et en Afrique australe aux termes desquelles un Protocole audit Traité précisera la méthode à suivre pour encourager la coopération entre elles dans le domaine de la normalisation et du contrôle de la qualité des produits, conviennent de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Interprétation

Dans le présent protocole,

"Conseil" s'entend du Conseil des ministres établi par l'Article du Traité.

"Etat membre" s'entend de l'Etat membre de la zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique de l'Est et australe.

"Zone d'échanges préférentiels" s'entend de la zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe.

"ZEP" s'entend de la zone d'échanges préférentiels.

"Traité" s'entend du Traité établissant la zone d'échanges préférentiels pour les Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe.

"Comité technique" s'entend du Comité technique composé de spécialistes de la normalisation et du contrôle de la qualité des pays de la zone d'échanges préférentiels.

"Normes internationales" s'entend des normes de l'Organisation Internationale de Standardisation (OIS).

"ORAN" s'entend de l'Organisation Regionale Africaine de Normalisation.

"Institutions nationales de normalisation" s'entend de tous les organes nationaux, publics ou semi-publics, existants ou en voie de création, ayant pour principale mission, la normalisation et le contrôle de la qualité des produits dans les pays de la zone d'échanges préférentiels.

ARTICLE 2

Politique commune en matière de normalisation
et de contrôle de la qualité des produits

Les Etats membres s'engagent à mettre progressivement au point une politique commune de normalisation, contrôle de la qualité et des labels de certification des produits. Ils s'engagent également à entreprendre des activités de normalisation tendant à promouvoir le commerce des produits dans la zone d'échanges préférentiels.

ARTICLE 3

Coopération en matière de normalisation

Les Etats membres :

- a) faciliteront l'échange d'informations et d'expériences dans le domaine des techniques normalisatives et s'efforceront d'assurer la protection du consommateur en encourageant et en entreprenant des activités relatives à la normalisation;
- b) coordonneront et intégreront les installations individuelles existantes ainsi que leurs potentialités dans le domaine de la recherche, des essais, du calibrage, de l'étalonnage et du contrôle aussi bien que dans le domaine de l'élaboration et de l'application des spécifications des normes;
- c) harmoniseront leurs positions pour la sélection, l'homologation, l'adaptation et l'application des normes internationales aux besoins de la zone d'échanges préférentiels;
- d) formuleront et publieront des normes sous-régionales autant que de besoin, en harmonie et collaboration avec l'organisation régionale africaine de normalisation, sur proposition du comité technique;

e) encourageront et soutiendront la participation effective individuelle et/ou collective aux diverses activités internationales en matière de normalisation, afin d'assurer une amélioration constante des techniques normalisatives en usage dans la zone d'échanges préférentiels.

ARTICLE 4

Contrôle de la normalisation et de la qualité des produits

Les Etats membres :

a) publieront dans leurs pays respectifs et appliqueront des procédures uniformes de contrôle de la normalisation et de la qualité aux produits échangeables dans la zone d'échanges préférentiels;

b) appliqueront une procédure uniforme de certification des produits échangeables;

c) conviendront d'accélérer les procédures de contrôle des produits aux frontières, particulièrement en ce qui concerne les produits périssables;

d) s'efforceront d'utiliser des matériaux et des méthodes similaires de contrôle et d'appréciation de la qualité, dans le but d'harmoniser l'interprétation des résultats de ces contrôles au sein de la zone d'échanges préférentiels.

ARTICLE 5

Marquage des produits normalisés

Les Etats membres :

a) adopteront et appliqueront systématiquement un marquage uniforme des produits destinés au commerce dans le cadre de la zone d'échanges préférentiels;

b) adopteront et appliqueront des signes de reconnaissance et des codes de sécurité similaires pour la manutention et le transport des emballages de produits échangés dans la zone d'échanges préférentiels;

c) conviennent de normaliser tous les supports de reconnaissance et de circulation des produits et de leurs emballages (étiquettes - documents de transit etc...) dans l'esprit du protocole sur l'harmonisation et la simplification des documents et des procédures du commerce dans la ZEP.

ARTICLE 6

Procédures administratives du contrôle de la normalisation et de la qualité

Les Etats membres :

a) simplifieront les procédures administratives relatives au contrôle de la normalisation et de la qualité des produits échangeables, dans l'esprit du "protocole relatif à la simplification et l'harmonisation des documents commerciaux et des procédures";

b) utiliseront des documents uniformes d'appréciation et de consignation des résultats qualitatifs après les contrôles.

ARTICLE 7

Arrangement institutionnel

a) Les Etats membres conviennent de mettre sur pied un comité technique qui sera chargé d'étudier l'ensemble des questions relatives à la normalisation des produits dans la zone d'échanges préférentiels.

b) Le comité technique travaillera en étroite collaboration avec les institutions nationales chargées de la normalisation dans leurs pays respectifs.

c) Le comité technique est chargé de faire des recommandations au conseil des ministres en vue de la mise en oeuvre des dispositions prévues aux articles 3, 4, 5 et 6 du présent protocole et de suivre l'application des décisions du conseil en matière de normalisation et de contrôle de la qualité dans la zone d'échanges préférentiels.

ARTICLE 8

Règlement des différends

Tout différend résultant de l'interprétation ou de l'application du présent Protocole sera réglé conformément aux dispositions de l'article du Traité.

ARTICLE 9

Règlements

Le Conseil peut faire des règlements en vue d'une meilleure application des dispositions du présent Protocole et des questions y afférentes ou connexes.

ARTICLE 10

Amendements

Le présent Protocole peut être amendé de temps à autre conformément à l'article..... du Traité.

ARTICLE 11

Signatures

Le présent Protocole est sujet à signature par tout Etat membre jusqu'au 1980 à et, par la suite, jusqu'au 1980, au siège de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique à Addis-Abeba (Ethiopie).

ARTICLE 12

Ratification.

Le présent Protocole est sujet à ratification. Les instruments de ratification doivent être déposés auprès du Secrétariat exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

ARTICLE 13

Adhésion

Le présent Protocole est sujet à adhésion par tout Etat membre. Les instruments d'adhésion doivent être déposés auprès du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

ARTICLE 14

Attributions du dépositaire

Le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique fera tenir à tous les Etats membres des copies certifiées conformes du présent Protocole, leur indiquera les dates de dépôts des instruments de ratification et d'adhésion et fera enregistrer le présent Protocole par l'Organisation de l'Unité africaine, l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations déterminées par le Conseil.

ARTICLE 15

Entrée en vigueur

a) Le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour après la date de dépôt du septième instrument de ratification ou d'adhésion.

b) Pour chaque Etat ratifiant ou adhérant au présent Protocole après le dépôt du septième instrument de ratification ou d'adhésion, le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat de ses instruments de ratification ou d'adhésion.

Fait à ce jour de 1980
en anglais et en français, les deux textes faisant également foi.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires suivants des Etats d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe ont signé le présent Protocole :

Angola	Ethiopie	Malawi	Seychelles
Botswana	Kenya	Maurice	Somalie
Comores	Lesotho	Mozambique	Souaziland
Djibouti	Madagascar	Ouganda	Tanzanie (Rép.Unie de)
			Zambie